

Maur.ce COUSEIN
Photographe
Commerçant à Dunkerque

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DU 5 MARS 1967

Electrices, Electeurs !



Docteur MARCEPOIL
Médecin du Travail

Le 5 Décembre 1965, à l'occasion des Élections Présidentielles, la majorité des Français (56 %) faisait savoir à M. De Gaulle que sa politique ne lui convenait plus. Péniblemeni réélu au second tour avec 55 % des voix — y compris certaines qui lui avaient dit « NON » 15 jours avant — M. De Gaulle ne devait en aucune façon tenir compte du ballottage qui lui avait été infligé en guise d'avertissement et persistait à gouverner à son gré, en monarque absolu. Il s'agit donc bien d'une « démocratie pour rire » à l'usage des intoxiqués de la télévision.

La Vème République — sous De Gaulle — est le régime de l'équivoque, de l'imposture, de la régression sociale et de la dictature technocratique

Le Gaullisme aux abois se targue d'une stabilité dont il est permis de se demander à quoi elle aboutira lorsque le chef de l'État disparaîtra. En fait, la vacance éventuelle du pouvoir débouchera soit sur un radicalisme Pompidolien – très IVe République — soit sur l'investissement de l'État par la gauche Gaulliste alliée aux communistes. Pour aussi paradoxal que cela puisse paraître, tel est cependant le destin réservé à la « stabilité », tarte à la crème du Gaullisme.

En attendant, des centaines de milliers de demandes de logements demeurent insatisfaites, notre équipement hospitalier est la honte d'un pays civilisé, la plus complète pagaïe règne dans notre enseignement, 4 % d'augmentation annuelle des salaires se trouvent absorbés par 3 % d'augmentation du coût de la vie, le chômage s'installe en permanence, le commerce ne se fera bientôt plus qu'au profit des monopoles capitalistes, des grands magasins et autres organismes paracommerciaux, notre commerce extérieur redevient régulièrement déficitaire et la liberté du citoyen se réduit dangereusement à mesure que s'enfle le pouvoir technocratique. Tandis que la rue gronde du mécontentement social, que les cœurs se gonflent d'amertume inexprimable, M. De Gaulle déclare à la télévision que « les affaires de la France vont bien ». Pour un peu, il ajouterait que le manœuvre-balai de chez Renault danse de joie depuis que l'or circule librement !

Maïs comment se porte la grande ville à côté du grand port, MM. les élus locaux ?

L'inquiétante situation économique de la région dunkerquoise illustre de façon irréfragable l'inefficacité et le peu d'audience de nos élus consulaires ou politiques. Et cependant, combien de visites ministérielles à Dunkerque en 20 ans, dépuis Ramadier en 1947 jusqu'à Pisani, exhibé tout récemment par le candidat Ve République.

Résultats ?...

Des centaines de baraquements subsistant encore dans la région, des milliers de candidats au logement condamnés à jouer des coudes et à attendre « un coup de piston », le trafic du port en baisse, le chômage des dockers en hausse, le manque de place dans les écoles, les jeunes réduits au chômage avant d'avoir travaillé, 1.400 personnes attendant le téléphone dans la région, faute de crédits pour un nouveau central, l'autoroute Dunkerque-Lille non achevée au terme du Ve Plan (1970 !), un commerce local tombé à zéro.

La solution de tous ces problèmes dépend beaucoup de l'action menée par un élu au niveau de l'Assemblée Nationale et dans le cadre d'un programme politique à condition d'avoir un programme et d'être assez libre en face des pouvoirs publics pour le défendre et l'imposer.

IMP. LEFEVRE - ROSENDAEL

→

NOTRE PROGRAMME, LE VOICI :

Nous voulons :

La priorité des prorités au logement - Élus, nous exigerions sans trêve ni relâche la mobilisation générale de tous les moyens matériels et financiers pour la mise en route d'un programme de construction de 650.000 logements par an, afin de mettre dans les dix années à venir un terme au drame national de l'habitat.

Nous voulons :

La fin du gaspillage éhonté des deniers publics par la création d'une commission nationale des recommandations de la Cour des Comptes.

La diminution de 10 % des impôts par le dégagement des dépenses improductives : arme atomique, aide financière exagérée à des pays qui nous sont hostiles, dépenses somptuaires à la seule gloire du chef de l'État, gaspillages dénoncés par la Cour des Comptes.

Une politique de hauts salaires, revendication nullement démagogique dés lors que les conditions se trouvent réunies pour rendre effective l'élévation du pouvoir d'achat sans risque d'inflation, à savoir : libération de l'épargne permettant au marché financier de se reconstituer, investissements massifs (condition majeure d'augmentation de la productivité), souscription libre pour les salariés aux actions des entreprises mises à la portée de la petite épargne, détaxées et librement négociables.

La suppression de la force de frappe nationale au profit d'une association de défense européenne.

La justice égale pour tous, c'est-à-dire la séparation absolue des pouvoirs, la garantie imprescriptible de l'indépendance de la magistrature, l'institution d'une cour suprême en remplacement de l'actuel Conseil Constitutionnel à la dévotion du pouvoir gaulliste, la justice pour les rapatriés dont l'indemnisation doit être assurée dans les conditions prévues par la loi de 1945 et enfin l'amnistie pleine et entière pour tous ceux qui languissent dans les prisons gaullistes, victimes des mensonges et du machiavélisme du pouvoir.

L'abrogation de la loi étendant la T. V. A. au commerce et à l'artisanat. Cette nouvelle fiscalité dont l'application a été prudemment reportée **après les élections** est un moyen d'étranglement du commerce et de l'artisanat, le Ve Plan ayant prévu l'élimination de 55.000 petits commerces et entreprises artisanales.

Par ailleurs outre les tracasseries supplémentaires qu'imposera cette réforme aux artisans et commerçants celle-ci se traduira par une augmentation d'impôts de 6 %.

Quant aux jeunes, à eux de secouer le cocotier !

En votant pour nous, ils refuseront l'encasernement qu'on leur prépare dans une économie soi-disant planifiée. Ils refuseront de voter « modéré » car c'est à la « modération » de leurs aînés qu'ils doivent le marasme dont ils sont aujourd'hui les victimes. Alors que la France est un pays plein de possibilités et de ressources, ils n'ont pas le droit d'accepter la théorie du régime selon laquelle « le chômage serait un problème permanent ».

Personne ne songe à nier la nécessité des réformes en profondeur qui s'imposent à certaines époques à la société. Mais nous n'acceptons pas et n'accepterons jamais que la liberté de l'homme soit pour autant sacrifiée.

Électrices, Électeurs, en nous accordant vos suffrages vous saisirez la seule occasion qui vous soit offerte de protester de façon significative.

Ce faisant, vous exigerez la restauration d'une démocratie à base de liberté, de justice et de vérité.

Maurice COUSEIN
Photographe
Commerçant à Dunkerque
CANDIDAT LIBÉRAL

Docteur M. T. MARCEPOIL
Médecin du Travail
CANDIDAT SUPPLÉANT

investis par

L'ALLIANCE RÉPUBLICAINE POUR LES LIBERTÉS ET LE PROGRÈS

IMP. LEFÈVRE - ROSENDAEL